

**SYNDICAT MIXTE DE DÉVELOPPEMENT**

de la Vésubie et du Valdeblore



Syndicat Mixte Développement  
Vallée Vésubie et du Valdeblore

**MARCHÉ PUBLIC**  
MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Mission de maîtrise d'œuvre pour  
la réalisation d'une luge 4 Saisons  
et d'un bâtiment technique  
d'exploitation à Valdeblore  
(station de la Colmiane)

## Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°	2025M0006
Procédure	Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique)
Date limite de remise des plis	31 / 07 / 2025 à 15 heures 30

# PRÉAMBULE

## MODALITÉS DE RÉPONSE

Afin que votre candidature et votre offre soient complètes dès leur réception, nous vous conseillons :

- De lire le présent règlement de la consultation,
- De vérifier que l'acte d'engagement est intégralement rempli par le candidat ou le mandataire du groupement,
- Pour le dépôt des plis électroniques, de vous conformer strictement aux dispositions du présent règlement.



### Développement durable :

Afin de soutenir un numérique plus sobre et plus responsable en réduisant son empreinte environnementale, le Département incite les candidats à produire, au titre de leur candidature et de leur offre, les pièces strictement listées dans le présent règlement de la consultation.

### ■ Nommage des documents numériques et classement des documents :

Dans une démarche de simplification, le Département incite les candidats à adopter les règles de nommage et de classement des documents numériques ci-après.

Le nom d'un fichier doit être succinct et précis. Il ne doit pas dépasser 31 caractères maximum, extension comprise.

L'underscore « \_ » doit être utilisé à la place d'un espace.



### À éviter :

- Les signes diacritiques : accent, tréma (é, è, ê, à, â, ù), cédille (ç)
- Les caractères spéciaux : ponctuations, séparateurs, guillemets (, ; . ! ? ' / \ \* « % () @)
- Les espaces vides sauf underscore « \_ »
- Les dénominations vagues : « divers », « autres », « à classer » et nominatives
- Les mots vides : le, la, un, une, des, et ...
- L'indication du nom de l'agent créateur ou du gestionnaire du fichier

Il est recommandé d'utiliser le nommage suivant :

**NOM DE LA PIECE\_NOM DU CANDIDAT**

► Ex : AE\_XX

S'agissant du classement, les candidats doivent utiliser de manière raisonnée le classement en sous-dossiers voire l'éviter.

## SOMMAIRE

1. OBJET DU CONTRAT	4
2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE	6
3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS	7
4. JUGEMENTS DES OFFRES ET ATTRIBUTION	13
5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	15
ANNEXE 1 – NOTION D'AUTONOMIE COMMERCIALE DES SOUMISSIONNAIRES	17
ANNEXE 2 – ÉTIQUETTES	19

## DÉROULÉ DE LA PROCÉDURE



Publication de la consultation



Retrait du dossier de consultation, élaboration et remise de l'offre par le candidat



Ouverture des plis, examen des candidatures et des justificatifs



Analyse des offres, négociation, demandes de précisions éventuelles



Classement des offres et attribution du contrat



Information des candidats non retenus



Signature et notification du contrat

## 1. OBJET DU CONTRAT

---

### ■ **Acheteur - Syndicat Mixte Développement Vallée Vésubie et du Valdeblore**

Représentant : Monsieur le Président du Syndicat Mixte pour le Développement de la Vallée de la Vésubie et du Valdeblore

Adresse : Syndicat Mixte Développement Vallée Vésubie et du Valdeblore

CADAM, 147 bd du Mercantour

B.P.3007

06201 NICE CEDEX 3

Téléphone : 04 97 18 60 00

Site internet : <https://www.marches-securises.fr>

Dans le cadre de la convention d'assistance passée entre le Syndicat Mixte pour le Développement de la Vallée de la Vésubie et du Valdeblore et le Département des Alpes Maritimes, le Département des Alpes-Maritimes apporte une assistance administrative, technique et juridique.

### ■ **Contexte de la consultation et objet de la prestation**

#### ➤ Contexte de la consultation

Dans le cadre du programme de diversification de la station de La Colmiane, le syndicat mixte pour le développement de la vallée de la Vésubie et du Valdeblore a décidé d'engager une opération ayant pour objet la réalisation d'une piste de luge « 4 saisons » sur rail (en remplacement de la piste de luge actuelle) accessible en toutes saisons, praticable seul ou à 2 personnes et d'un bâtiment technique d'exploitation sur la commune de Valdeblore, au sein du domaine skiable de la station de la Colmiane.

Au-delà du remplacement de la luge existante mono saison, il s'agit d'équiper la station de la Colmiane d'un équipement de loisirs ouvert à l'année et complémentaire de la tyrolienne géante. A l'échelle des vallées de la Vésubie et du Valdeblore, il s'agit de conforter la destination Pure Montagne comme premier espace de loisirs hors neige du haut pays.

L'intégralité du tracé doit se situer sur la commune de Valdeblore en Zone Naturelle Spécifique « NS », zone protégée et réglementée en raison de son intérêt environnemental pour préserver son caractère naturel.

Un dossier de défrichement et une demande d'examen au « cas par cas » ont été déposés pour instruction. Selon les préconisations de la DREAL, une nouvelle demande d'examen au « cas par cas » sera déposée en juillet 2025.

Les attendus de la piste de luge et du bâtiment technique sont décrits dans le programme d'opération.

#### ➤ Objet de la prestation

Le contrat porte sur la prestation suivante : Mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'une luge 4 Saisons sur rail et d'un bâtiment technique d'exploitation à Valdeblore (station de la Colmiane)

La mission de maîtrise d'œuvre porte sur un ouvrage d'infrastructure (la luge 4 saisons) et un bâtiment technique.

La date prévisionnelle de début des prestations est prévue au printemps 2026.

Le délai global des prestations est de 18 mois.

La livraison des travaux et la mise en service des équipements devront intervenir au plus tard fin automne 2026.

### ■ Structure du contrat

Le marché comprend un **lot unique** pour le motif suivant :  
exécution des prestations techniquement plus difficiles

Les variantes, options ou prestations similaires ne sont pas autorisées par le candidat.

### ■ Forme

La consultation donnera lieu à un **marché** dont la forme retenue pour l'exécution du contrat est à **tranches** en application des articles R2113-4 à R2113-6 du Code de la commande publique.

Les prestations sont décomposées en **4 tranches** comme suit :

- Tranche Ferme : missions AVP et PRO
- Tranche optionnelle n°1 : missions DCE et AMT ( ex ACT)
- Tranche optionnelles n°2 : missions EXE , DET et AOR
- Tranche optionnelle n°3 : mission OPC

### ■ Références à la nomenclature européenne ( CPV)

CODES CPV	LIBELLÉ CPV
71000000-8	Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection
71300000-1	Services d'ingénierie

### ■ Durée du marché (à titre indicatif)

A titre indicatif, le délai prévisionnel de mission de maîtrise d'oeuvre (tranches optionnelles comprises) est de **48 mois** à compter de la date de décision de démarrage de la Tranche Ferme par le maître d'ouvrage.

Ce délai comprend les périodes de validations des documents par le Maître d'ouvrage.

### ■ Délais des tranches et Délais d'exécution des prestations mentionnés dans le tableau ci-dessous (à titre indicatif) :

ÉLÉMENT DU CONTRAT	DELAIS D'EXECUTION DES MISSIONS ( AVEC POINT DEPART DELAI)
<b>TRANCHE FERME : AVP - PRO</b>	2 mois à compter de la date de décision de démarrage du Maître d'ouvrage
<b>Avant-Projet (AVP)</b>	2 mois à compter de la date de décision de démarrage du Maître d'ouvrage
<b>Projet (PRO)</b>	2 mois à compter de la date de décision de démarrage du Maître d'ouvrage
<b>TRANCHE OPTIONNELLE 1 : DCE - AMT</b>	3 mois à compter de la date fixée dans la décision de démarrage de la TO1 du maître d'ouvrage, valant décision d'affermissement de ladite tranche optionnelle.  Le délai de notification d'affermissement de la TO1 est de 2 mois maximum à partir de l'OS de démarrage de la tranche ferme.

<b>DCE</b>	3 mois à compter de la date fixée dans la décision de démarrage de la TO1 du maitre d'ouvrage, valant décision d'affermissement de ladite tranche optionnelle.
<b>AMT ( ex ACT)</b>	3 mois à compter de la date fixée dans la décision de démarrage de la TO1 du maitre d'ouvrage, valant décision d'affermissement de ladite tranche optionnelle.
<b>TRANCHE OPTIONNELLE 2 : EXE – DET- AOR</b>	13 mois à compter de la date fixée dans la décision de démarrage de la TO2 du maitre d'ouvrage, valant décision d'affermissement de ladite tranche optionnelle.  Le délai de notification d'affermissement de la TO2 est de 3 mois maximum à partir de la notification de la décision de démarrage de la TO1.
<b>EXE</b>	13 mois à compter de la date fixée dans la décision de démarrage de la TO2 du maitre d'ouvrage, valant décision d'affermissement de ladite tranche optionnelle.
<b>DET</b>	13 mois à compter de la date fixée dans la décision de démarrage de la TO2 du maitre d'ouvrage, valant décision d'affermissement de ladite tranche optionnelle.
<b>AOR</b>	13 mois à compter de la date fixée dans la décision de démarrage de la TO2 du maitre d'ouvrage, valant décision d'affermissement de ladite tranche optionnelle.
<b>TRANCHE OPTIONNELLE 3 : OPC</b>	13 mois à compter de la date fixée dans la décision de démarrage de la TO3 du maitre d'ouvrage, valant décision d'affermissement de ladite tranche optionnelle.  Le délai de notification d'affermissement de la TO3 est de 3 mois maximum à partir de la notification de la décision de démarrage de la TO2.

#### ■ Modalités de financement et de paiement

Le financement s'effectuera sur le budget du Syndicat Mixte pour le Développement de la Vallée de la Vésubie et du Valdeblorre et sur ses ressources propres.

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement dans le délai de 30 jours et selon les règles de la comptabilité publique.

#### ■ Visite des lieux

Afin d'apprécier les contraintes des sites et ainsi juger des difficultés d'exécution, les entreprises peuvent visiter les lieux d'exécution du marché préalablement à la remise de leur offre. Cette visite est **conseillée**.

Coordonnées du contact :

Monsieur Hervé JACQUOT directeur d'exploitation tél : 06 62 46 25 93

Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées. Une attestation de visite sera remise par l'acheteur.

#### ■ Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **4 Mois** à compter de la date limite de réception des offres.

## 2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

#### ■ Procédure de passation

**Procédure adaptée ouverte** en application de l'Article R2123-1 1° du Code de la commande publique (procédure Inférieure au seuil des procédures formalisées ).

#### ■ Modalités de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr/>.

#### ■ Dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- le présent Règlement de la Consultation (RC)
- l'Acte d'Engagement (AE)
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- le programme de l'opération et ses annexes éventuelles
- le plan d'implantation
- l'étude de faisabilité
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- le cadre de mémoire technique du titulaire (CMT)
- le Tableau de coefficients
- le formulaire DC1
- le formulaire DC2

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

#### ■ Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse <https://www.marches-securises.fr/>. À cet effet, le candidat renseignera son adresse courriel à l'acte d'engagement.

### 3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

---

#### ■ Réponse et groupement

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R2142-24 du Code de la commande publique (une répartition financière entre les membres du groupement sera à joindre obligatoirement à l'offre).

#### ■ Autonomie commerciale des soumissionnaires

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres pour un même lot, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

Les modalités de cette clause sont développées de manière davantage détaillée dans l'Annexe 1 au présent Règlement de Consultation.

## ■ Contenu des plis

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

### 1/ LA CANDIDATURE

**Afin de répondre à l'obligation imposée par le SMDVVV de remettre les plis par voie dématérialisée uniquement, les opérateurs économiques peuvent répondre par Le Document Unique de Marché Européen (DUME).** Il s'agit d'une déclaration sur l'honneur harmonisée et élaborée sur la base d'un formulaire type établi par la Commission européenne. Ce formulaire est utilisé dans les procédures de passation des marchés publics, à la fois par les acheteurs publics (pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices) et les opérateurs économiques de l'Union Européenne.

**Le Service DUME** est un service dématérialisé qui vient en lieu et place des formulaires DC1, DC2 et DC4 de la Direction des affaires juridiques des ministères économiques et financiers ou du programme « Marché Public Simplifié » (MPS) et permet aux opérateurs économiques de prouver de manière simple et conformément au droit en vigueur qu'ils remplissent les critères de sélection d'une offre et n'entrent pas dans un cas prévu par les interdictions de soumissionner.

**Il est à noter que la collectivité ne met pas à disposition sur son profil acheteur un DUME complété des conditions de participation au marché, néanmoins, un DUME remis par un candidat dans le cadre de sa candidature au format .xml a valeur probante.**

En revanche, sur le profil acheteur du SMDVVV, <https://www.marches-securises.fr/> « espace entreprises », un espace de stockage numérique protégé « coffre électronique », permet de stocker certains documents. Les entreprises ont le choix de ces documents et de la durée de mise à disposition de ceux-ci dans la limite de 20 Mo.

**ATTENTION : L'obligation de mise à jour de ces documents reste à la charge de leur dépositaire.**

À l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

DOCUMENTS	DESCRIPTIF
<b>DUME</b>	Lettre de candidature (DUME) dûment remplie. Un DUME (Document Unique de Marché) est automatiquement généré à l'écran. Le DUME remplace la lettre de candidature - DC1- et la déclaration du candidat -DC2.
<b>ou</b>	
<b>DC1 - Lettre de candidature</b>	Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants ou imprimé DC1 par lequel le candidat individuel ou chaque membre du groupement déclare sur l'honneur n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la commande publique et déclare être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
<b>DC2 - Déclaration du candidat individuel ou membre du groupe</b>	Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement de l'imprimé DC2, rubriques A, B et C.
<b>puis</b>	
<b>Chiffre d'affaires global 3 derniers exercices</b>	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services au cours des 3 derniers exercices disponibles à la rubrique E1 de l'imprimé DC2.
<b>Déclaration effectifs moyen</b>	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels pour l'année en cours



DOCUMENTS	DESCRIPTIF
<b>année en cours (2025) + effectifs dédiés à la réalisation du marché</b>	(2025) et les effectifs dédiés à la réalisation du marché
<b>Déclaration indiquant le matériel, logiciels et l'équipement technique</b>	Déclaration indiquant le matériel, logiciels (logiciels de conception de tracés de calcul d'ouvrage d'art, logiciels de gestion de projet ..) et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature
<b>Liste des principaux services 3 ans + attestations</b>	<p>Liste des principaux services au cours des 3 dernières années en indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.</p> <p>Les prestations de services pourront être prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique certifiant la réalisation des prestations</p>
<b>Liste de réalisation de services similaires à l'objet du marché + attestations</b>	<p>Liste de réalisation de services similaires à celle du marché : conception et suivi de réalisation d'équipements sportifs et de loisirs en montagne et notamment pistes de luge sur rail 4 saisons</p> <p>Les prestations de services pourront être prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique certifiant la réalisation des prestations</p>
<b>Indication des titres d'études et de l'expérience des cadres</b>	Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et des cadres de l'entreprise notamment des responsables de prestations de même nature que celle du marché.

En application de l'article R.2143-12 du Code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce(s) opérateur(s) économique(s) et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

En cas de sous-traitance présentée, le candidat devra formaliser à minima son lien contractuel avec chaque sous-traitant présenté en remplissant le formulaire DC4 dûment rempli et fournir les renseignements suivants :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue aux articles R.2143-6 et R.2193-1 du Code de la commande publique.

En application de l'article R.2144-2 du Code de la commande publique, l'acheteur public se réserve la possibilité de réclamer aux candidats dont les pièces ou informations relevant de la candidature, sont absentes ou incomplètes, de fournir les justificatifs manquants ou incomplets dans un délai approprié et identique pour tous, à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché public.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

## **2/ L'OFFRE**

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

DOCUMENTS	DESCRIPTIF
Acte d'engagement	Acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dûment rempli
Décomposition du prix global et forfaitaire	Décomposition du prix global et forfaitaire dûment remplie
Cadre du Mémoire technique	Cadre du Mémoire technique dûment rempli accompagné des CV des membres de l'équipe en charge de l'exécution.  Ce document fourni à l'appui de l'offre du candidat sera contractualisé par l'acheteur

**En cas d'absence de l'un quelconque de ces justificatifs, l'offre sera déclarée irrégulière et rejetée.**

Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité de faire application des dispositions de l'article R.2152-2 du Code de la commande publique à condition que l'offre ne soit pas anormalement basse. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

**Le SMDVVV fait le choix d'une dématérialisation totale des procédures de marchés dès le dépôt des plis. Cette obligation concerne tous les dossiers de consultation publiés depuis le 19 février 2018. Les offres transmises par toute autre voie que la voie dématérialisée (à l'exception des cas prévus à l'article 3 du présent règlement) seront déclarées irrégulières et rejetées.**

**Les candidats sont fortement encouragés à signer leur acte d'engagement dès le dépôt de leur offre. Dans le cas contraire, l'attributaire provisoire sera invité à régulariser son offre dans un délai approprié, au terme de la procédure afin de formaliser le marché ou l'accord-cadre conclu.**

**Il est demandé aux candidats de remettre l'intégralité du contenu de leur offre au format « PDF/A, résolution 300 dpi ».**

Il est porté à la connaissance des candidats que le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de faire usage des dispositions de l'article R.2161-4 du Code de la commande publique et peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

Un candidat qui ferait une fausse déclaration s'expose aux peines prévues par l'article 441-1 du code pénal sanctionnant le faux et usage de faux.

#### ■ **Modalités de remise des offres : Remise des plis obligatoire par voie électronique**

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur impose la transmission des candidatures et des offres des candidats par voie électronique à l'adresse <https://www.marches-securises.fr/> et dans les conditions techniques et procédurales figurant ci-dessous :

Les candidats doivent s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse électronique (courriel) permettant de façon certaine une correspondance électronique pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Les candidatures et offres doivent parvenir sous la forme d'un fichier comportant l'ensemble des documents requis.

Les candidatures et offres doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées à l'article 1367 du Code civil.

La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Tout pli transmis au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt sera considéré comme hors délai.

En fin de procédure, à l'initiative de l'acheteur public en cas d'impossibilité technique de celui-ci de signer électroniquement, l'offre du candidat retenu pourra être rematérialisée afin de donner lieu à signature manuscrite du contrat.

*En cas de procédure allotie, les candidats peuvent remettre une candidature commune pour l'ensemble des lots, en revanche une offre par lot est exigée. À noter qu'en théorie, un seul dépôt sur la plateforme de dématérialisation est autorisé. En cas de dépôts multiples, seul le dernier pli arrivé dans le délai fixé pour la remise des offres est ouvert, les autres seront rejetés conformément à la réglementation en vigueur.*

*Dès lors, en cas de nouveau dépôt de la part d'un candidat (transmission d'une pièce manquante / complémentaire, réponse à un ou plusieurs autres lots de la consultation...), il est fortement recommandé à ce dernier de redéposer l'ensemble de ses pièces, afin de faciliter la réception des plis par l'acheteur et éviter les risques d'erreurs.*

**Prérequis** : s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plate-forme <https://www.marches-securises.fr/>

**Compte entreprise obligatoire** : la réponse électronique est exigée, les entreprises devront s'inscrire sur cette même plateforme. (Renseignements demandés : notamment SIRET, courriel, entreprise). Ce compte servira pour toutes les phases d'échanges avec les candidats

**Formats de fichiers préconisés : Les documents doivent être sous format « PDF/A, résolution 300 dpi »**

Néanmoins, les formats tolérés sont : .doc / .rtf. / .pdf / .xls ou tableur / image : JPEG ou TIFF CCIT groupe IV (format volumineux).

- ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe », les formats vidéo ;
- ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros » ;
- faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse (préconisation : inférieure à 100 mégas) ;

L'administration se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers, afin d'assurer leur lisibilité.

Tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité par l'acheteur. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

**Assistance technique : Il est possible de joindre la hotline de la plate-forme au 04 92 90 93 27.**

**Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre ou contacter le support technique en " dernière minute ".**

**Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.**

#### ■ **Modalités de remise des copies de sauvegarde**

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli remis par voie électronique conformément aux dispositions de l'article R.2132-11 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde

Cette copie de sauvegarde pourra être transmise sur support physique électronique soit, placée sous pli scellé portant la mention « copie de sauvegarde-ne pas ouvrir » ainsi que l'objet du marché, et devra parvenir dans le même délai que celui imparti pour la remise des plis.

En cas de détection d'un programme informatique malveillant dans une offre, celle-ci sera détruite, et ne sera pas analysée. Le candidat en sera informé. Si le candidat a remis une copie de sauvegarde, sur support physique électronique remise dans les délais, celle-ci sera alors ouverte et analysée. Mais si elle contient également un programme informatique malveillant, elle sera détruite et le candidat en sera informé.

► **PAR VOIE POSTALE : par pli recommandé avec avis de réception postal,**

**à l'adresse ci-dessous :**

Syndicat Mixte pour le Développement de la Vallée de la Vésubie et du Valdeblore,  
Service des marchés  
CADAM, 147 bd du Mercantour  
B.P. 3007  
06201 NICE CEDEX 3

**IMPORTANT :**

L'emballage extérieur devra porter la mention (cf. étiquette en annexe du présent RC) :

« 2025M0006 - Mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'une luge 4 Saisons et d'un bâtiment technique d'exploitation à Valdeblore (station de la Colmiane) - Copie de sauvegarde - NE PAS OUVRIR »

**Les copies de sauvegarde qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ainsi que ceux parvenus sous emballage non fermé ne seront pas retenus.**

Des étiquettes à imprimer et à compléter sont disponibles en annexe du présent règlement de la consultation.

■ **Modalités de signature**

**Pour rappel, la signature de l'offre est possible mais facultative au stade du dépôt.**

Chaque document signé devra faire l'objet d'une signature électronique.

Le certificat de signature électronique (CSE) garantissant l'identité du candidat doit être conforme, d'une part, au référentiel intersectoriel de sécurité, et d'autre part référencé sur la liste établie par le Ministre chargé de la réforme de l'État, laquelle est publiée sous forme électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/footer/info-acrgs>

**De plus, le CSE doit présenter une date en cours de validité et doit s'accompagner d'une habilitation de la personne autorisée à signer (nommée dans l'acte d'engagement) sauf si cette personne est le gérant de ladite société.**

La signature électronique n'est pas exigée à la remise de l'offre. Le contrat sera signé par le seul attributaire de manière électronique.

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). À défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES.

## 4. JUGEMENTS DES OFFRES ET ATTRIBUTION

### ■ Critères de sélection des candidats

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

#### 1. Niveau minimal de Capacité technique exigée :

Le groupement de maîtrise d'œuvre devra posséder l'ensemble des compétences requises suivantes :

Les candidats sont des spécialistes capables de maîtriser la totalité des compétences concernées par la spécificité du projet, soit la conduite de travaux de même nature que celle du marché : conception et suivi de réalisation de pistes de luge 4 saisons.

Ils doivent détenir à minima les compétences suivantes :

• la « maîtrise des outils numériques et méthodologies de suivi de projet » (logiciels, méthodes ou tout autre outil pertinent pour la conception et le suivi d'exécution)

• l'expérience dans la conduite de projets similaires de conception et maîtrise d'œuvre d'aménagements touristiques en milieu montagnard, incluant des équipements de loisirs à forte composante technique (ex. : luge sur rails, tyrolienne...), démontrée par des références récentes et significatives, ainsi que par la présentation d'une équipe maîtrisant les différents aspects du projet (conception, ingénierie, coordination technique et réglementaire, gestion de projet, suivi d'exécution..)

Les compétences peuvent être portées par un ou plusieurs membres du groupement. Le candidat précisera, pour chaque compétence, les personnes ou entités en charge, leur rôle dans le projet, et illustrera leur savoir-faire par des références ou éléments probants.

#### 2. Capacité financière : sans minimum exigé

### ■ Critères de jugement des offres

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

CRITÈRES	SOUS-CRITÈRES
<b>La Valeur technique (60 %)</b> (Analysée au vu du mémoire technique)	<p>❖ <b><u>sous-critère 1</u> : adéquation des moyens (matériels et humains) mis en place pour assurer les missions dans le respect des délais (20 points)</b></p> <p>1)*composition de l'équipe pluridisciplinaire proposée pour la réalisation de la mission comprenant les CV et missions des membres dans la mission L'équipe devra comprendre un référent projet luge 4 saisons et bâtiment ( avec références réalisation projets similaires) (5 pts)</p> <p>2)*La cohérence de l'équipe mise en place pour respecter les délais par mission et par cotraitant(15 pts),.</p> <p>❖ <b><u>sous-critère 2</u> : la méthodologie (40 points)</b></p> <p>1)- Une notice critique sur la solution retenue au regard des objectifs du marché et de l'appropriation du site (5 pts) = qualité de la réponse au programme</p> <p>2)- Une notice explicative du coefficient de complexité (5 pts),</p>

CRITÈRES	SOUS-CRITÈRES
	3)- La méthodologie proposée pour l'exécution des différents éléments de mission de l'étude (25 pts),  4)- le planning prévisionnel d'exécution , le déroulement des travaux dans le respect des délais (5 pts).
<b>Le Prix (40 %)</b>	Le prix noté sera celui mentionné sur l'acte d'engagement

#### ■ **Méthode d'analyse**

La méthode d'analyse retenue est la suivante :

##### ➤ **Le critère « Prix »**

Une note sur 40 sera attribuée pour le critère « Prix ».

Le prix noté sera celui de l'acte d'engagement.

Le classement sera établi du moins disant au plus disant.

L'offre de prix du candidat moins disant se voit affecter la note maximale de 40.

La note affectée aux autres candidats sera établie de la façon suivante :

Note prix candidat =  $40 \times (\text{offre de prix du candidat moins disant} / \text{offre de prix du candidat})$

Les candidats n'ayant pas fourni de mémoire technique ne seront pas classés et leur offre déclarée irrégulière.

##### ➤ **Le critère « Valeur technique »**

Une note sur 60 sera attribuée pour le critère « Valeur technique ».

Ce critère sera jugé au vu du contenu du mémoire technique remis par le candidat.

La note correspond à la somme des notes des sous-critères obtenues mentionnés dans le tableau supra.

#### **Note finale des offres**

La note finale des offres sur 100 sera calculée de la façon suivante :

**Note finale du candidat = Note globale « Valeur technique » + Note globale « Prix »**

Le classement final des offres s'effectue selon l'ordre décroissant des notes.

Le prix global et forfaitaire est détaillé au moyen d'une décomposition qui en indique les éléments constitutifs.

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur la décomposition du prix global forfaitaire, seul le montant porté à l'acte d'engagement prévaudra et fera foi. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en concordance avec le prix global et forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme incohérente.

Conformément à l'article R2152-3 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :	
Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :	
	au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

## ■ Négociations

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition.

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales les plus pertinentes, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur.

Les conditions de négociation sont les suivantes :

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier, dans le respect de l'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures. Le nombre maximal de candidats admis à négocier au regard du classement selon les critères de jugement du règlement de consultation est de 3.

Il adressera ensuite un courrier de négociation aux candidats en indiquant les modalités et la date limite.

**Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges.** Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Toutefois, l'acheteur peut attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

## 5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

### ■ Renseignements administratifs et techniques

Correspondant : Monsieur le Président du Syndicat Mixte pour le Développement de la Vallée de la Vésubie et du Valdeblore

Adresse internet : <https://www.marches-securises.fr/> rubrique questions/réponses « Poser une question au pouvoir adjudicateur ».

Une réponse sera alors adressée par voie dématérialisée à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr/>, à tous les candidats ayant été destinataires du dossier et ce, au plus tard 4 jours avant la date limite de remise des offres.

### ■ Voies et délais de recours

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;

- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'État du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal administratif de Nice  
18 avenue des Fleurs  
CS 61039  
06050 NICE CEDEX 1  
Téléphone : 04 89 97 86 00  
Courriel : greffe.ta-nice@juradm.fr  
Télécopie : 04 89 97 86 02  
Site internet : nice.tribunal-administratif.fr



**Documents et liens utiles :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Maîtrise d'œuvre du 30 mars 2021](#)



## ANNEXE 1 – NOTION D'AUTONOMIE COMMERCIALE DES SOUMISSIONNAIRES

---

### Cas des offres multiples et application en cas de clause de limitation d'attribution du nombre de lots

Pour chaque marché ou pour chaque lot en cas de marché alloti, la soumission multiple par un même candidat est interdite, ce qui signifie qu'un même soumissionnaire ne peut présenter qu'une seule offre pour chaque marché. Ainsi, chaque soumissionnaire devra impérativement disposer de l'autonomie commerciale pour pouvoir déposer valablement une offre.

Sont considérés par le juge administratif, selon une jurisprudence rendue par le Conseil d'Etat en date du 8 décembre 2020, *Métropole Aix Marseille Provence*, n° 436532, comme des éléments à prendre en considération pour apprécier cette autonomie commerciale, notamment :

- les liens étroits entre les actionnaires ou les dirigeants des entreprises soumissionnaires, et plus largement entre leurs structures décisionnelles
- l'absence, totale ou partielle, de moyens distincts
- la similarité de leurs offres,

sans que ces indices donnés par la jurisprudence ne soient exhaustifs.

De manière plus concrète et détaillée, les éléments démontrant cette absence d'autonomie commerciale pourront consister en :

- l'unicité des moyens mis en œuvre dans le cadre de la réponse à la consultation : moyens humains/matériels/logistiques/fournisseurs identiques
- un même Président
- une similarité des méthodologies proposées
- des prix très rapprochant, quasiment identiques,
- des références de produits identiques,
- etc...

En cas de doute fondé, il incombe à l'acheteur public d'évaluer l'indépendance commerciale du/des soumissionnaires au vu des éléments remis dans le cadre de sa proposition et de ceux transmis par l'opérateur dans le cadre d'une éventuelle demande de complément à ce sujet. L'acheteur conclura alors si les opérateurs économiques concernés doivent être considérées comme des soumissionnaires distincts dont les offres peuvent être admises, ou au contraire comme un seul et même soumissionnaire, dont les offres seront sanctionnées comme indiqué ci-dessous (« Sort des offres ainsi présentées »).

Cette règle s'applique :

-aux opérateurs économiques qui soumissionneraient pour le même marché ou pour le même lot (en cas d'allotissement),

-aux opérateurs économiques qui soumissionneraient sur différents lots d'une consultation ***lorsque l'acheteur public a prévu une clause de limitation d'attribution du nombre de lots***. Pour l'application de cette clause prévue au Règlement de la consultation, l'acheteur public examinera les offres remises sur les différents lots en vérifiant que les différents opérateurs économiques ayant soumissionné disposent effectivement de l'autonomie commerciale. **Pour ce faire, il est demandé impérativement à ces opérateurs économiques potentiellement liés et soumettant des offres séparées, de déclarer leurs liens en toute transparence et de fournir les informations adéquates utiles permettant de prouver leur autonomie au plan commercial. Ces opérateurs sont fortement incités à établir une Attestation sur l'honneur en ce sens, par laquelle ils engagent leur responsabilité en cas de fausse déclaration, en application des dispositions de l'article 441-1 du Code pénal.**

Ainsi, s'il s'avérait que des entreprises soumissionnaires ont proposé des offres coordonnées ou

concertées susceptibles de leur procurer entre elles des avantages injustifiés, tenant notamment à des offres de couverture ou à un contournement de la clause de limitation d'attribution prévue, alors cela constituerait une **méconnaissance du principe d'égalité de traitement entre les candidats** posé par le Code de la commande publique en son article L 3.

**Traitement des offres ainsi présentées :**

Dans une telle hypothèse et si des opérateurs économiques devaient être considérés comme un seul et même soumissionnaire du fait de l'existence d'éléments objectifs et suffisants permettant de conclure à leur absence d'autonomie commerciale, l'acheteur public donnera la suite qui convient aux offres ainsi présentées, à savoir :

> dans le cadre d'un marché non alloti pour lequel des offres multiples auraient été déposées par des entreprises devant être considérées comme un soumissionnaire unique, seule la dernière offre déposée (horodatage) sera retenue,

> dans le cadre d'un marché avec des lots, l'ensemble des offres ainsi déposées, par des opérateurs économiques ne pouvant être considérés comme distincts, seront rejetées comme étant irrégulières car contrevenant au principe d'interdiction des offres multiples,

> dans le cadre d'un marché alloti **et en présence d'une clause de limitation d'attribution du nombre de lots**, l'ensemble des offres ainsi déposées, par des opérateurs économiques ne pouvant être considérés comme distincts, **seront rejetées** comme irrégulières car ne respectant pas ladite clause de limitation.

La limitation du nombre maximum de lots attribués ne s'appliquera pas en revanche en cas d'insuffisance du nombre d'offres réceptionnées, qui ne permettrait pas en effet l'attribution au candidat classé à la position suivante.

## ANNEXE 2 – ÉTIQUETTES

Étiquette Copie de sauvegarde



<b>SYNDICAT MIXTE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA VALLÉE DE LA VÉSUBIE ET DU VALDEBLORE</b> <b>SERVICE DES MARCHÉS</b> CADAM - 147 bd du Mercantour BP 3007 06201 NICE CEDEX 3	
<b>NE PAS OUVRIR</b>	
INFORMATIONS	EXPÉDITEUR
<b>COPIE DE SAUVEGARDE</b> Consultation n° <b>2025M0006</b> Mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'une luge 4 Saisons et d'un bâtiment technique d'exploitation à Valdeblore (station de la Colmiane)	<i>À compléter</i>